

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 08 au 14 janvier 2026

Le chancelier allemand Friedrich Merz (CDU) s'est rendu en Inde pour une visite officielle de deux jours visant à renforcer les relations bilatérales entre Berlin et New Delhi. Cette visite a mis en évidence l'importance stratégique que l'Allemagne accorde à son partenariat avec l'Inde, tant sur les plans politique, économique que sociétal. Les échanges avec le Premier ministre indien, Narendra Modi, se sont déroulés dans un climat de coopération étroite, marqué par des gestes symboliques forts, comme l'accueil du chancelier dans la région natale de ce dernier. Le programme comportait également une dimension culturelle, avec la visite d'un lieu emblématique lié à Mahatma Gandhi à Ahmedabad, puis la participation au traditionnel festival des cerfs-volants, qui marque le passage de l'hiver à la saison estivale. Plus concrètement, cette visite a donné lieu à l'annonce et à la signature de 27 déclarations d'intention couvrant de nombreux domaines de coopération. Celles-ci concernent entre autres l'extraction et le traitement des terres rares, la promotion du hockey chez les jeunes et le recrutement de personnel qualifié indien pour le système de santé allemand.

Le ministre des Affaires étrangères Johann Wadephul s'est rendu aux États-Unis dans le cadre d'un déplacement consacré au renforcement du partenariat transatlantique. Il y a rencontré son homologue américain Marco Rubio ainsi que des membres du Congrès. Leurs échanges ont principalement porté sur l'importance de la relation germano-américaine, le rôle central de l'OTAN et la nécessité pour l'Europe et les États-Unis de travailler ensemble pour maintenir un ordre international stable. Wadephul a insisté sur le fait que l'Allemagne doit beaucoup à la tradition démocratique américaine et qu'un investissement commun dans le partenariat transatlantique est indispensable dans le contexte actuel. Il a également été question de la guerre en Ukraine, le ministre évoquant les progrès réalisés dans les négociations de paix. Après Washington, Wadephul s'est rendu à New York pour rencontrer le Secrétaire général de l'ONU António Guterres. Ils ont échangé sur les multiples crises internationales et sur la nécessité de renforcer le rôle des Nations Unies dans un contexte où l'ordre international est mis sous pression.

Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a critiqué les projets américains concernant une prise de contrôle de Groenland, estimant que de telles initiatives pourraient avoir des conséquences négatives pour l'OTAN. Dans un article publié dans *Die Zeit*, il reconnaît que la présence dominante de la Russie dans l'Arctique et le développement rapide de la marine chinoise représentent des défis pour la sécurité dans l'Atlantique Nord. Toutefois, Pistorius souligne qu'« une réponse durable ne peut pas consister pour Washington à annexer le Groenland en violant gravement les principes fondamentaux des relations internationales ». Selon lui, la sécurité dans l'Arctique et dans l'Atlantique Nord est mieux assurée par la défense collective au sein de l'Alliance transatlantique, qui dispose déjà de plans d'action adaptés. Le ministre met ainsi en avant le rôle central de l'OTAN et l'importance d'une coopération transatlantique stable et éprouvée depuis plusieurs décennies.

Après les attaques contre le réseau électrique à Berlin, attribuées à des milieux d'extrême gauche, le ministre fédéral de l'Intérieur allemand, Alexander Dobrindt (CSU), a annoncé un durcissement de la politique à l'encontre des groupes d'extrême gauche et des activistes climatiques radicaux. Selon lui, la sécurité doit être la priorité absolue et l'État doit réagir avec fermeté pour ne pas laisser le terrain aux extrémistes. Il a déclaré vouloir « riposter » par des mesures renforcées, notamment en augmentant les effectifs des services de renseignement et en élargissant leurs compétences numériques. Un autre axe central concerne la protection des infrastructures critiques. Le projet de loi dit « Kritis-Dachgesetz » vise à mieux protéger les entreprises énergétiques, les aéroports et d'autres installations essentielles contre les sabotages, les attentats terroristes et les conséquences de catastrophes naturelles. L'attaque à Berlin a provoqué une coupure d'électricité touchant environ 45 000 foyers et 2 200 entreprises, avant un rétablissement complet de l'approvisionnement.

La CDU/CSU a vivement réagi aux propositions de son partenaire de coalition, le SPD, visant à réformer l'impôt sur les successions. Selon le SPD, le système actuel de l'impôt sur les successions est injuste, car il permet aux plus grandes fortunes de payer proportionnellement moins d'impôts. Le projet de réforme prévoit une exonération pour les héritages privés allant jusqu'à un million d'euros, et pour les patrimoines d'entreprise jusqu'à cinq millions, avec des délais de paiement prolongés pour les montants supérieurs. Les recettes supplémentaires seraient consacrées à l'éducation et à d'autres investissements publics. Alexander Hoffmann, premier vice-président du groupe parlementaire et président du groupe régional de la CSU au Bundestag, a qualifié le projet de « toxique » et « hostile à la performance ». Le chef du groupe parlementaire CDU/CSU, Jens Spahn (CDU), a dénoncé le mauvais moment choisi pour cette réforme, trois ans après la récession, et a rappelé qu'un jugement du Tribunal constitutionnel concernant les exonérations actuelles aurait permis de mieux la coordonner.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La présidente du Bundestag, **Julia Klöckner** (CDU), souhaite retirer le droit d'accès (Hausausweis) au Bundestag aux collaborateurs d'élus considérés comme extrémistes après une vérification de fiabilité négative. Elle veut également empêcher que ces personnes soient financées par des fonds publics en tant qu'employés parlementaires. Pour elle, quelqu'un qui représente un risque pour le Parlement ne doit ni y avoir accès librement ni être payé par lui. Elle demande donc de modifier la loi sur les députés pour fermer cette faille de sécurité, proposition qui est largement soutenue par les Verts. L'AfD, en revanche, rejette fermement l'idée et y voit une atteinte au libre mandat parlementaire. Selon l'administration du Bundestag, sept autorisations d'accès ont déjà été refusées durant cette législature, toutes concernant des collaborateurs de députés ou de la fraction AfD.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

14 millions



En 2025, le nombre d'actionnaires en Allemagne a atteint un record de **14 millions**, soit deux millions de plus qu'un an auparavant, comme l'a indiqué le Deutsches Aktieninstitut (DAI). La hausse provient surtout des moins de 40 ans, attirés par les ETF (fonds négocié en bourse) et les plans d'épargne via des néobanques. Les femmes et les habitants d'Allemagne de l'Est progressent également, même si les hommes restent majoritaires. Le niveau de revenu influe fortement sur la détention d'actions, mais la majorité des investisseurs gagnent entre 2 000 et 3 000 euros par mois. L'Institut allemand des actions appelle à renforcer la place du capital dans la retraite publique.